

# F.S.U. 88

## Bulletin de la Fédération Syndicale Unitaire des Vosges

EDITO

### Vous ne pourrez plus dire que vous ne saviez pas !!!!

Depuis plus de dix ans, je vous parle régulièrement du contenu du Cahier n°13 de l'OCDE.

La politique menée par notre Président et son gouvernement est tirée en droite ligne de ce texte !

Prôner l'individualisme et le mérite, monter les salariés du privé contre ceux du public, faire en sorte que les missions

de service public soient dégradées aboutissent à la guerre sociale et non pas à la FRATERNITE qui fait encore partie mais pour combien de temps dans notre devise républicaine.

Les luttes autour de la SNCF sont exemplaires en ce domaine. Nous allons vers la privatisation comme pour France Télécom, EDF GDF alors que la promesse était faite de ne pas toucher à leur statut d'entreprise publique.

Dans nos métiers, enseignement, hôpital, justice ... nous constatons que les dégradations s'amplifient : si les citoyens de fin de cordée devront se contenter de ce système à deux vitesses, les plus favorisés auront les moyens de se payer les meilleurs pour reproduire les castes dont ils sont issus.

Ils veulent retirer les représentants de terrain dans les CAP, alors les réunions se tiendront entre gens en uniforme bleu marine et cravate sombre qui partageront des idées uniformément libérales !

Norbert GILET

Directeur de la Publication : **Gilles YECHE**

**FSU Vosges 6 Maison des associations Rue du général Haxo 88000 EPINAL**

**Tel: 03 29 35 40 54 Fax: 03 29 64 24 41**

**E-mail : fsu88@fsu.fr Site FSU Vosges : http://sd88.fsu.fr**

Trimestriel - Abonnement : 4€ - Prix au Numéro: 1€ - Imprimé par nos soins

N° ISSN : 1259-2501 - N° CPPAP : 1021 S 07553 - Dépôt légal 2ème Trimestre 2018

Expéditeur :

FSU  
6 Maison des Associations  
Rue du Général Haxo  
88000 EPINAL

# P

**PRESSE**

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE 

DEPOSE LE 29/06/2018

### SOMMAIRE

Page 1

Édito

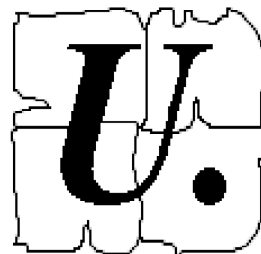
Page 2

Mouvement de la Paix

Des nouvelles du SNETAP

Page 3 et 4

Extraits du cahier n°13 de l'OCDE



Fédération Syndicale Unitaire

Ce bulletin vous a été envoyé grâce aux fichiers informatiques des syndicats de la FSU du département des Vosges. Conformément à la loi du 08-01-78, vous pouvez y avoir accès ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant à celle-ci.

## **Pour une éducation à la culture de Paix**

En 2017, selon le **SIPRI** (Institut International sur la Paix de Stockholm), les dépenses militaires mondiales ont atteint les 1739 milliards de dollars. Les 10 principaux investisseurs étaient les États-Unis, la Chine, la Russie, l'Arabie Saoudite, l'Inde, la France, le Royaume-Uni, le Japon, l'Allemagne et la Corée du Sud. Toutes ces dépenses n'amènent pas la Paix, au contraire : notre monde n'a jamais été aussi dangereux, la preuve en est que des milliers de malheureux réfugiés des pays en guerre viennent mourir sur les côtes européennes.

Bien que la guerre soit un problème mondial complexe, la Paix concerne tous les êtres humains, chacun d'entre nous, tant du point de vue du développement personnel (le règlement pacifique, non-violent des conflits), que du point de vue global. Il existe un fort mouvement international pacifiste, porté par des dizaines de pays du Sud, des institutions internationales issues des Nations-Unies comme **l'UNESCO** (Organisation des Nations-Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture) et des Organisations Non Gouvernementales comme **le Mouvement de la Paix** en France, qui, avec ses 4000 adhérents, est la première organisation pacifiste du pays.

En tant qu'enseignants, nous avons une responsabilité particulière dans l'éducation à la

Paix, « la culture de Paix » selon l'ONU, « *un ensemble de valeurs, attitudes, comportements, et modes de vie qui rejettent la violence et préviennent les conflits en s'attaquant à leurs racines par le dialogue et la négociation entre les individus, les groupes et les États* » (résolution A/53/243). Nous pouvons nous inspirer du document publié par l'UNESCO : « **Éducation à la citoyenneté mondiale, Thèmes et objectifs d'apprentissage** », qui précise : « *L'éducation à la citoyenneté mondiale cherche à transformer les apprenants en les dotant des connaissances, des compétences, des valeurs et des attitudes nécessaires pour contribuer à la promotion de la tolérance, de l'équité et de la paix dans le monde* ».

La FSU des Vosges proposera dans le courant de la prochaine année scolaire, en partenariat avec le Mouvement de la Paix, Comité des

Vosges, d'organiser un atelier de discussion, d'échange de pratiques pédagogiques sur le thème de l'éducation à la culture de Paix. Contactez-nous si ce thème vous intéresse au 03 29 35 40 98 ou par courriel à [fsu88@fsu.fr](mailto:fsu88@fsu.fr)



## **Des nouvelles du SNETAP-FSU :**

En cette fin d'année scolaire, l'Enseignement Agricole Public n'est pas au mieux dans les Vosges. Malgré une augmentation continue du nombre d'apprenants, tant au lycée qu'au CFA public de Mirecourt, les moyens ne suivent pas : 1,4 poste équivalent temps plein nous est retiré ; plus de cours seront assurés par des contractuels. Dans le même temps, l'annonce par l'ONF de la fin du recrutement de fonctionnaires et de la modification de ses missions de service public fragilise nos formations forestières. Pour finir, la fermeture de la ligne SNCF Nancy-Merrey, dont les trains concernent la moitié de nos élèves, et qui serait définitive en 2018, inquiète quant à l'attractivité du secteur de Mirecourt et de Vittel. L'austérité à la sauce Macron s'avère assez indigeste également au Ministère de l'Agriculture.



# CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DE L'OCDE

## CAHIER DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE N° 13

La Faisabilité politique de l'ajustement **Christian Morrisson**

### Morceaux choisis :

En effet, le programme de stabilisation a un caractère d'urgence et comporte nécessairement beaucoup de mesures impopulaires puisque l'on réduit brutalement les revenus et les consommations des ménages en **diminuant les salaires des fonctionnaires, les subventions ou l'emploi dans le bâtiment**. En revanche, les mesures d'ajustement structurel peuvent être étalées sur de nombreuses années et chaque mesure fait en même temps des gagnants et des perdants, de telle sorte que le gouvernement peut s'appuyer facilement sur une coalition des bénéficiaires pour défendre sa politique.

**Sous la pression de grèves, de manifestations, voire d'émeutes, plusieurs gouvernements ont été obligés d'interrompre ou d'amputer sévèrement leurs programmes.** Or, on ne peut assimiler cette contrainte politique au problème social que nous venons d'évoquer. La dimension sociale de l'ajustement est évidente lorsque les troubles représentent une réaction de désespoir de la part des plus pauvres à des mesures de stabilisation qui les frappent directement.

Même si un gouvernement poursuit divers objectifs comme la croissance ou le prestige international, il reste qu'habituellement **son premier objectif est de rester au pouvoir, la probabilité d'y rester dépendant à la fois du soutien politique de la population et de la répression**. Lorsque le gouvernement fait des choix budgétaires, ceux-ci affectent deux catégories de dépenses : celles qui bénéficient directement à certains groupes et accroissent ce soutien, ou celles qui contribuent au bien-être de tous à long terme.

Chaque gouvernement est donc pris, en cas d'ajustement, entre des pressions contradictoires — contraintes financières et répression, d'une part, et inconvénients de la répression, d'autre part.

Lorsque le gouvernement annonce un programme et en trace les grandes lignes, **la plupart des personnes concernées ne sont pas capables d'avoir une idée claire des conséquences** de ce programme pour elles, **ou pensent qu'il touche surtout les autres**.

**Le gouvernement peut même obtenir le soutien de l'opinion s'il procède avec habileté, comme au Maroc**, où les dépenses pour les véhicules administratifs ayant été bloquées, le gouvernement et la presse ont présenté cette décision comme une mesure d'équité : au moment où l'on demande des sacrifices à toute la population, les fonctionnaires doivent aussi en accepter.

Il doit se ménager le soutien d'une partie de l'opinion, au besoin en pénalisant davantage certains groupes. En ce sens, un programme qui toucherait de façon égale tous les groupes (c'est-à-dire qui serait neutre du point de vue social) serait plus difficile à appliquer **qu'un programme discriminatoire, faisant supporter l'ajustement à certains groupes et épargnant les autres pour qu'ils soutiennent le gouvernement**.

A la limite, il ne peut plus faire, en principe, de concession dès lors qu'il a pris des engagements envers le FMI pour bénéficier de son concours. D'ailleurs, une telle décision peut rendre service à un gouvernement car **celui-ci peut ensuite répondre aux opposants que l'accord réalisé avec le FMI s'impose à lui, qu'il le veuille ou non**.

Il est souhaitable, par ailleurs, que **le gouvernement suscite rapidement une coalition d'intérêts qui fasse contrepoids à l'opposition**. C'est le complément indispensable à sa stratégie de communication et le seul moyen de s'assurer un soutien durable. L'ajustement apporte des gains aux agriculteurs, aux chefs d'entreprise et aux travailleurs des industries exportatrices. Un volet social bien défini peut bénéficier à certains ménages pauvres en ville. **Par ailleurs, si l'on réduit les salaires des fonctionnaires, des secteurs stratégiques (l'armée ou la police, par exemple) peuvent être exemptés**. Le gouvernement doit s'efforcer de coaliser ces divers groupes en faveur de l'ajustement. Il est inévitable que l'opposition tire parti de la situation pour développer un vaste mouvement des mécontents, et l'on ne peut appliquer un programme de stabilisation sans léser les intérêts de salariés du secteur public et parapublic, de consommateurs urbains, de salariés et de chefs d'entreprise du secteur moderne. Mais il faut éviter que ce mouvement s'étende à toute la population urbaine, en se ménageant par des actions discriminatoires le soutien de divers groupes, afin de constituer une coalition opposée. **Il est souhaitable, par exemple, de limiter les réductions de salaire aux fonctionnaires civils et d'accorder une aide bien adaptée à des familles pauvres**. Cette stratégie permet de gagner des soutiens, sans en perdre, puisque beaucoup de fonctionnaires civils auraient été de toute façon hostiles à l'ajustement.

**Il s'agit des habitants des quartiers pauvres, le plus souvent occupés dans le secteur informel ou au chômage. Parfois, ils ne bénéficient même pas des services publics de base (enseignement primaire, services de santé, voirie, assainissement ou eau). Beaucoup de ces gens ressentent un sentiment de frustration et d'exclusion par rapport au reste de la population urbaine. Dès lors, le saccage et le pillage des magasins dans les quartiers aisés leur permet d'exprimer ce sentiment. Si une mesure de stabilisation — la coupure des subventions, par exemple — entraîne une hausse soudaine des prix des denrées courantes, ces populations vont réagir en manifestant avec violence leur désespoir. En effet, cette mesure réduit brutalement leur niveau de vie déjà très bas et arrivés à ce point, les pauvres n'ont plus rien à perdre. A cela il faut ajouter l'habileté avec laquelle des partis ou des syndicats d'opposition peuvent attiser le ressentiment des populations déshéritées. Dans certains pays, ce risque n'existe plus, parce que le gouvernement est parvenu à assurer la satisfaction des besoins fondamentaux même dans les quartiers urbains les plus pauvres.**

Toutefois, les grèves comportent un inconvénient sérieux, celui de favoriser les manifestations. Par définition les grévistes ont le temps de manifester. Surtout, les enseignants du secondaire et du supérieur, en faisant grève, libèrent une masse incontrôlable de lycéens et d'étudiants pour les manifestations, un phénomène très dangereux, car dans ce cas la répression peut conduire facilement au drame.

Le gouvernement a toutefois les moyens de faire appel au pragmatisme des fonctionnaires. Il peut, par exemple, expliquer que, le FMI imposant une baisse de 20 pour cent de la masse salariale, le seul choix possible est de licencier ou de réduire les salaires et qu'il préfère la seconde solution dans l'intérêt de tous.

**On peut supprimer des primes dans certaines administrations, en suivant une politique discriminatoire pour éviter un front commun de tous les fonctionnaires. Évidemment, il est déconseillé de supprimer les primes versées aux forces de l'ordre dans une conjoncture politique difficile où l'on peut en avoir besoin.**

#### Les mesures de stabilisation peu dangereuses

On peut, à l'inverse, recommander de nombreuses mesures qui ne créent aucune difficulté politique. Pour réduire le déficit budgétaire, une réduction très importante des investissements publics ou une diminution des dépenses de fonctionnement ne comportent pas de risque politique. Si l'on diminue les dépenses de fonctionnement, il faut veiller à ne pas diminuer la quantité de service, quitte à ce que la qualité baisse. On peut réduire, par exemple, les crédits de fonctionnement aux écoles ou aux universités, mais il serait dangereux de restreindre le nombre d'élèves ou d'étudiants. Les familles réagiront violemment à un refus d'inscription de leurs enfants, mais non à une baisse graduelle de la qualité de l'enseignement et l'école peut progressivement et ponctuellement obtenir une contribution des familles, ou supprimer telle activité. Cela se fait au coup par coup, dans une école mais non dans l'établissement voisin, de telle sorte que l'on évite un mécontentement général de la population.

<b>EPINAL</b>	<b>Crédit  Mutuel</b>	<b>SAINT DIE</b>
<b>44 rue de la Clé d'Or</b>	<b>Enseignant</b>	<b>17 rue Cl J. PIERRE</b>
<b>8000</b>	<b>www.cme.creditmutuel.fr</b>	<b>88100</b>
<b>EPINAL</b>	<b>Tél : 0820 822 044</b>	<b>SAINT DIE</b>
	<b>N° indigo : 0,12TTC/min</b>	